

## AGENDA

L'UNI fête ses 50 ans,  
le 20 octobre

## DES LIVRES

Conseil de lecture  
p.9

## LE JOUR OÙ

Lech WALESA s'est confié à l'UNI  
p.11

# L'ACTION UNIVERSITAIRE

Le journal de L'UNI - Nouvelle formule - Octobre 2018

## L'UNI , genèse et fondation

par le Pr. Jacques Rougeot



**BILAN DE  
PARCOURSUP**

P.5

**RADICALISATION**  
des lycéens musulmans

P.7



**L'UNI sur tous  
les terrains**

P.12



# L'UNI, genèse et fondation

par le Pr. Jacques Rougeot, président fondateur de l'UNI

Aujourd'hui, l'UNI fait partie du paysage : paysage universitaire, paysage culturel, paysage sociétal. On n' imagine même pas que ce mouvement puisse être absent. Sa composition et son mode d'action n'étonnent personne.

Et pourtant, il y a encore cinquante-et-un ans, non seulement l'UNI n'existait pas, mais aucune organisation de ce type n'existait. Ce n'est pas comme si un parti politique s'était ajouté aux autres partis, ou un syndicat aux autres syndicats.

**« l'attachement des membres de l'UNI pour leur mouvement est profond et durable, au point qu'on dit souvent, « UNI un jour, UNI toujours ».**

L'UNI ne s'apparente pas non plus à une sorte de club ou d'amicale. Ce n'est pas que l'aspect sentimental en soit absent : l'attachement des membres de l'UNI pour leur mouvement est profond et durable, au point qu'on dit souvent, en souriant mais avec un fond de vérité, « UNI un jour, UNI toujours ». Mais la raison d'être de l'UNI n'est pas là. Son existence et son action, qui dépassent de loin un cas particulier plus ou moins anecdotique, jettent un jour révélateur sur la vie publique en France dans les cinquante dernières années.

Pour comprendre le phénomène, il faut remonter à l'époque de sa création. Si jusqu'en avril 1968, on demandait quel pays devait avoir l'avenir le plus brillant, la réponse était toujours : la France. Les instituts de prospective étaient bien d'accord sur ce point. D'ailleurs, objectivement, toutes les conditions du progrès natio-

nal étaient réunies. Economiquement, la prospérité était au plus haut. Financièrement, le franc tenait la dragée haute au dollar, ce qui paraît aujourd'hui inconcevable. Politiquement, le pouvoir gaulliste semblait inébranlable.

Dans ces conditions, les fameux événements de mai ont éclaté, pour reprendre une expression consacrée, comme un coup de tonnerre dans un ciel serein. Personne ne s'attendait à la violence des manifestations, agrémentées de voitures brûlées, ni à la paralysie du pays par la grève. Ce qui était sans doute le plus impressionnant et le plus déconcertant, c'est que la situation semblait échapper à toute organisation et même à toute logique. Le pouvoir politique n'avait aucune prise sur les événements, comme un pianiste qui frapperait sur les touches d'un piano sans cordes dont il ne sortirait aucun son. On entrait dans certains ministères désertés comme dans un bureau de poste. La raison n'avait plus cours dans le pays de France. L'irrationnel faisait naître une impression générale d'irréalité.

Et l'université dans tout cela ? On se souvient que quelques mois plus tôt, tout était parti des démangeaisons sexuelles de M. Cohn-Bendit et consorts qui, sur le campus de Nanterre, voulaient avoir la liberté de s'ébattre dans les dortoirs des filles. Avouons qu'il valait la peine de bouleverser la France pour satisfaire une aussi digne revendication, inspirée par un respect rigoureux des droits de l'homme. Passons sur les faits qui se sont ensuite enchaînés (occupation puis évacuation de la Sorbonne, etc.) pour arriver à l'essentiel.

Quel est l'état des lieux en 1968 ? Si l'on schématise à outrance, on voit se dégager deux pôles : ceux qui acceptent dans l'ensemble une société relativement

stable, respectant des principes moraux et sociaux traditionnels et, en face, ceux qui veulent faire disparaître cette société, mais plus encore dans l'enseignement, et surtout dans l'université, où l'idéologie est plus présente. Numériquement, la première catégorie est peut-être la plus fournie, mais, sur le terrain, le rapport des forces est nettement en faveur de la seconde. En effet, ceux qui ne remettent pas en cause les fondements de

**« Nos adversaires ont un objectif : renverser cette société ».**

la société dans laquelle ils vivent ont souvent une attitude assez passive, voire paresseuse. Ils ne se donnent même pas la peine de tirer au clair les principes qu'ils acceptent. Alors que leurs adversaires ont un objectif affirmé : renverser cette société, une volonté acharnée de l'atteindre et qu'ils ont élaboré une idéologie délétère mêlant un peu bizarrement une certaine forme de marxisme avec une dose de psychanalyse.

De plus, et c'est très important, cette idéologie est véhiculée par des organisations qui, en prétendant représenter une catégorie particulière, par exemple sous forme syndicale, participent en fait à une action subversive dirigée contre la société existante. Pour nous en tenir à l'université, ces organisations sont, pour les étudiants, l'UNEF, et pour les enseignants le SNESup (Syndicat national de l'Enseignement Supérieur).

Qu'y avait-il en face ? A peu près rien, en tout cas rien qui fût adapté à la menace. A première vue, on pourrait croire à une symétrie entre deux camps opposés. En réalité, du côté étudiant, la FNEF (Fédération nationale des Etudiants de France) était une organisation sympathique mais peu politisée et peu influente et, du côté enseignant, la Fédération des Syndicats autonomes (un syndicat par type de faculté) avait à peine une action syndicale et s'apparentait plutôt à un groupe d'amicales ronronnantes. Qui plus est, elle était trahie par son président, le doyen Vedel, juriste de grande réputation, mais important actionnaire du journal *Le Monde* et, à ce titre, partisan en fait d'une collaboration avec le camp d'en face.

Si l'on élargit la revue à l'ensemble de la vie publique française, on trouve les partis politiques. Ceux de droite n'avaient d'autre activité qu'électorale, ils ne s'aventuraient guère sur le terrain des idées et pensaient que le gouvernement d'un pays se limitait à en assurer la gestion. Vu l'état de la France tel que nous l'avons présenté plus haut, ils croyaient leur situation bien assise dans la stabilité politique et n'imaginaient même pas de quel côté pouvait venir une attaque.

Ainsi, face à une entreprise de subversion certes multiforme, désordonnée et divisée, mais très résolue et très active, il ne se trouvait aucune force organisée non pas même capable de résister efficacement, mais qui eût simplement identifié la nature idéologique et culturelle du danger. Le terme de subversion a pu paraître excessif à certains, mais il faut le prendre au sens propre, c'est-à-dire comme le renversement depuis le fondement d'un état de choses établi, pas forcément par des moyens violents.

Dès le début, on a pris l'habitude de présenter les événements de mai comme un soulèvement, au départ quasi unanime, de la jeunesse et de l'université. On a dit les étudiants, les enseignants, avec l'article défini. C'est une erreur grossière. La vérité est que les opposants au « mouvement » étaient privés de toute représentation et tout moyen d'expression et d'action. Que faire quand on voulait à toute force réagir ? L'une des solutions improvisées a consisté à adopter la méthode de Lénine. Ce monstre en humanité mais maître en stratégie recommandait, quand on était dépourvu de toute structure dans une situation perturbée, de s'emparer d'une coquille vide et de la remplir selon son besoin. C'est ce que nous avons fait avec le Syndicat autonome des Lettres, qui fournit un exemple à la fois emblématique et, par certains aspects, burlesque. Le président



de la fédération trahissait, le secrétaire général du syndicat avait, lui aussi, trahi. Son adjoint ne se sentait pas le courage de prendre la succession. Il s'est adressé à son collègue, le professeur Deloffre, qui a relevé avec panache le drapeau tombé dans le caniveau et qui m'a demandé d'être, en quelque sorte, son lieutenant (je venais d'être recruté comme jeune assistant à la Sorbonne). Simple détail : Frédéric Deloffre n'avait pas renouvelé son adhésion depuis plusieurs années et je

n'avais moi-même jamais appartenu à ce syndicat ni à aucune autre organisation. Qu'importe : toutes les prises de position, tous les communiqués qui paraissaient dans la presse au nom du Syndicat autonome des Lettres émanaient exclusivement de deux hommes qui n'en étaient même pas membres.

Dans le même ordre d'idées, nous avons exploré de vivifier un mouvement universitaire qui venait de se créer, qui semblait fort peu actif, mais qui revendiquait trente mille adhérents. Malheureusement, il s'est vite avéré que ce mirifique potentiel n'existait que dans l'imagination de quelques rêveurs mythomanes.

Cette stratégie de la coquille vide n'a pas été inutile, car, grâce au Syndicat autonome, elle a permis que la voix de la résistance se fit entendre aux moments les plus critiques, mais elle était forcément limitée dans le temps et dans son champ d'application. Dès lors, pour



poursuivre notre action, nous étions dans l'obligation et de créer une organisation d'un type nouveau.

A plusieurs reprises, nous avons parlé de « nous » : qui sont donc ces « nous » ? A vrai dire, le noyau initial n'était pas très homogène. Il se composait de quelques universitaires et, pour la plupart, nous ne nous connaissions pas quelques semaines plus tôt. C'est le bouche à oreille, de contact en contact, qui nous a réunis parce que nous étions en communion d'idées et décidés à agir pour les mettre en application.

En effet, si le 30 mai (discours du général de Gaulle et manifestation des Champs-Élysées) et le 30 juin (victoire écrasante de la droite aux élections législatives) avaient paru régler la question politique, les ravages de l'esprit soixante-huitard ne faisaient que commencer. Comme le scandaient les gauchistes, « ce n'est qu'un début, continuons le combat ».

Avant même de penser au détail d'une organisation, nous devons disposer d'un minimum de moyens. Il faut rendre ici hommage à un homme injustement diabolisé, Jacques Foccart, qui a immédiatement compris la situation, qui nous a fait confiance, qui nous a mis le pied à l'étrier et qui nous a laissé agir en toute liberté.

Comment concevoir ce mouvement nouveau que nous devons créer ? L'objectif était de combattre l'influence pernicieuse des idées délétères qui avaient une origine relativement ancienne et qui s'étaient cristallisées, avaient pris consistance et force en mai 68. Le seul avantage que nous leur reconnaissons est qu'elles nous ont conduits à prendre plus clairement conscience de nos propres idées.

Sous l'influence principalement du marxisme, et quelles que soient les querelles internes sur l'interprétation du marxisme, le mouvement naturel de l'entreprise subversive va vers la rupture, la cassure, l'éclatement.

**Nous avons voulu manifester notre attachement à l'entente, à la cohésion, à la continuité essentielle dans le cadre national.** Nous l'avons fait dans notre organisation, qui réunit dans une même structure les enseignants, les étudiants et les personnalités qui partagent nos convictions. Nous l'avons fait aussi en désignant comme la cause que nous défendons la France avec son histoire, sa civilisation. Alors que les soixante-huitards voulaient faire des universités des « bases rouges », alors que la mode était de leur assigner comme première fonction d'être des forces de contestation de la société, notre premier slogan a été : « L'université au service de la nation ».

**L'originalité de l'UNI est aussi d'insister sur le caractère global du combat à mener.** Nous ne formulons pas de revendications corporatistes. Notre base principale, le cœur de notre activité, c'est évidemment l'université, mais nous rayonnons aussi sur d'autres domaines. Nous prenons position sur les grands sujets de société et nous avons des rapports avec le monde politique, sans être la courroie de transmission d'un parti.

### « L'université au service de la nation ».

Enfin, nous tenons toujours à associer la réflexion et l'action sur le terrain. La création du Centre d'étude et de diffusion universitaire et la culture du militantisme font partie à égalité de l'ADN de l'UNI.

Une aventure comme celle de l'UNI a de quoi susciter la réflexion, l'interrogation.

Cinquante ans : à quoi est due cette longévité ? Risquons quelques hypothèses. Cette longévité est due d'abord à la grandeur et à la pérennité de la cause que nous défendons : la défense et illustration de la civilisation française. Elle est due sans doute aussi au fait que, malgré les vicissitudes et les faiblesses humaines, notre mouvement a toujours gardé le cap, sans compromission et dans l'honneur. Peut-être enfin que l'UNI est un instrument bien conçu, qui accomplit avec efficacité et souplesse des travaux dont chacun sent l'utilité.

Dernier sujet d'interrogation : comment se fait-il qu'aucune organisation de même nature n'ait essayé d'occuper le même terrain que l'UNI ? Serait-ce parce que les concurrents potentiels jugent l'UNI irremplaçable ?



LE JOUR OÙ ...

## Lech WALESA s'est confié à l'UNI



Au milieu des années 80, l'UNI lance un magazine « Solidarité Atlantique » dont l'objectif est de tisser un lien entre les mouvements qui, sous une forme ou sous une autre, s'opposaient au communisme dans le monde. C'est dans une Pologne qui se soulève contre le gouvernement communiste du général Jaruzelski, que l'équipe de Solidarité Atlantique va réussir son plus beau scoop. Au cours de l'été 1988, elle va réussir à interviewer

Lech Walesa. Cet entretien exclusif sera publié en octobre.

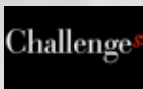
### Extrait :

« Les réformes ne peuvent pas être arrêtées, parce qu'elles ne sont pas un souhait propre de Gorbatchev ou de Walesa. La réforme, c'est un magnétophone, une télévision, un ordinateur qui pousse à des solutions différentes basées sur le pluralisme que ne peut interdire aucun socialisme. J'ai entendu dire que certains milieux du pouvoir tentent d'arrêter la roue du pouvoir en y mettant les doigts. C'est une mauvaise chose pour leurs doigts, car la roue continuera de tourner. »

## DANS LA PRESSE



Le Figaro a relaté nos actions contre le blocage de Rennes 2 qui a permis de remporter la consultation.



Le magazine a interrogé l'UNI sur le bilan de parcourcup.

## La Provence

Le quotidien consacre un long article au succès du Forum des métiers du droit et de l'économie organisé par l'UNI Aix-Marseille.

## AGENDA



Audition «**réforme des programmes scolaires au lycée**» devant le Conseil supérieur des programmes.



Signature de la **charte pour encadrer les week-ends et soirées d'intégration**.



Début des concertations sur la **réforme de la PACES** (première année de médecine)



Début des concertations sur la «**professionnalisation du 1er cycle universitaire**».



Audition au Sénat sur le PLF 2019 - Enseignement supérieur.



## Nouvelles menaces de blocages

Mardi 9 octobre, une poignée d'individus masqués ont tenté de bloquer à nouveau les « bastions » de la gauche étudiante que sont les universités de Rennes 2 et Panthéon Sorbonne (Tolbiac). Mal leur en a pris. Les étudiants leur ont réservé un accueil plus que glacial. A Rennes 2, un vote électronique a été organisé immédiatement. Le résultat fut sans appel : près de 65% des étudiants contre le blocage, et seulement 25% pour.

**7 millions €**

**c'est le montant de la facture officielle des blocages de l'année passée**

Même accueil à Tolbiac, où une dizaine de personnes ont essayé désespérément d'empêcher par la force les étudiants d'accéder à leurs salles de cours. Résultat ? Cette fois-ci, les étudiants ne se sont pas laissés faire et ils ont expulsé les bloqueurs hors des amphis.



#Parcoursup

# La sélection par le découragement

par Olivier Vial, Président de l'UNI

Tribune parue sur Figarovox, le 25 septembre 2018

«Je ne crois les statistiques que lorsque je les ai moi-même falsifiées». Nul doute qu'en préparant la publication du bilan de Parcoursup, Frédérique Vidal, la ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, a fait sien ce conseil de Winston Churchill.

Pendant des semaines, ses services se sont employés à tordre les chiffres pour présenter un visage acceptable du dispositif. Si la ministre peut afficher que seuls 3 000 lycéens sur 810 000 inscrits se retrouvent sans affectation, c'est parce que le ministère a réussi à sortir 220 000 bacheliers des statistiques: 40 000 jeunes ont ainsi été classés comme «inactifs» et 180 000 autres ont fini par abandonner la plateforme. En réalité, Parcoursup a écarté près de 27 % des personnes qui s'y étaient inscrites. Une réforme qui laisse plus d'un quart des bacheliers au tapis peut-elle sérieusement être présentée comme une réussite?

Au-delà des cas de ces jeunes qui, le jour de la rentrée, quelquefois après avoir emménagé dans une nouvelle ville, se sont retrouvés affectés dans des diplômes qui n'existaient plus, l'algorithme de Parcoursup a produit de nombreux effets pervers dans la procédure d'orientation et de sélection des candidats.

La transparence promise, qui devait permettre aux futurs étudiants de choisir leur cursus en étant mieux informés des débouchés et des taux de réussite, a cédé la place à une opacité au moins aussi importante qu'avant la

réforme. Les taux d'insertion professionnelle par diplôme restent inconnus, quant aux attendus affichés par filière, ils sont tellement vagues qu'ils n'ont été d'aucune utilité pour les bacheliers. Comment un impétrant juriste peut-il s'auto-évaluer et savoir s'il est suffisamment «ouvert sur le monde» et qu'il dispose des «aptitudes au raisonnement conceptuel» pour réussir en droit? Certaines universités ont précisé leurs attendus, mais la plupart ont préféré entretenir le flou et ainsi garder leurs critères de sélection secrets.

Par ailleurs, à force de vouloir entretenir cette fiction consistant à faire croire que tous les établissements scolaires se valent et qu'ils évaluent tous leurs élèves de la même façon et selon le même barème, un autre biais est apparu qui a pénalisé les meilleurs lycées et leurs élèves. En effet, faute de pouvoir se baser sur un classement des lycées, de nombreuses universités ont simplement choisi leurs candidats sur la seule base des moyennes obtenues en contrôle continu. Or, tout le monde reconnaît que les écarts de notation entre établissements sont importants et que, souvent, plus le lycée est prestigieux, plus la notation est stricte.

Quant à la suppression de la hiérarchisation des vœux, elle a conduit à une saturation complète du système. Les files d'attente et les délais d'affectation se sont allongés dans de telles proportions qu'ils expliquent une part non négligeable des abandons. Le cas

« à force de faire croire que tous les établissements scolaires évaluent leurs élèves de la même façon, un autre biais est apparu qui a pénalisé les meilleurs lycées et leurs élèves.»

des filières sélectives est ici révélateur. En effet, 68 % des vœux formulés sur la plateforme concernaient ces filières. Les demandes ont progressé de 26 % en IUT, 15 % en BTS et de plus de 12 % en classe préparatoire. Malgré cela et pour la première fois, ces filières ont connu de grandes difficultés de recrutement. Début septembre, il restait plus de 21 000 places en BTS, pourtant réputés pour leur caractère professionnalisant, et 6 000 en «prépas».

Ces retards ont entraîné des problèmes logistiques tant pour les établissements qui ne connaissaient pas, au moment de la rentrée, le nombre d'inscrits qu'ils allaient accueillir, que pour les élèves, qui ont, pour certains, eu moins de 24 heures pour emménager près de l'établissement dans lequel ils venaient d'être acceptés. Plus grave, l'orientation par défaut qui est, depuis des années, l'une des causes majeures de l'échec des étudiants vient de se retrouver renforcée par une forme de sélection par découragement. En voyant, pendant des semaines, qu'ils n'avaient pas d'affectation dans les établissements qu'ils espéraient ou qu'ils étaient relégués dans les profondeurs des listes d'attente, de nombreux bacheliers ont fini par renoncer à leur choix initial pour se tourner vers des licences universitaires. Cet engorgement des filières sélectives est la conséquence directe de l'absence de hiérarchisation des vœux. Certains candidats ont maintenu jusqu'à la fin l'ensemble de leurs vœux pour ne choisir qu'au dernier moment la meilleure opportunité, pendant que d'autres, quelquefois avec de meilleurs dossiers, abandonnaient. La patience aura fini par remplacer le mérite. Quant aux «prépas», elles ont finalement dû piocher dans les profondeurs des listes d'attente pour compléter leurs classes, au risque de voir le niveau baisser.

**Parcoursup aura réussi l'exploit «en même temps» de prouver l'engouement des jeunes pour les filières sélectives et de les affaiblir.** Malheureusement, la politique menée par le gouvernement ne fera qu'aggra-

### Quelques chiffres

**27 % des personnes inscrites sur Parcoursup ont été écartées du dispositif.**

**68 % des vœux formulés concernaient des filières sélectives.**

**93 % des nouvelles places créées par le ministère le furent dans des filières non sélectives alors que ces dernières ne représentent que 32 % des demandes.**

ver les difficultés de ces filières. En effet, si l'on regarde la répartition des crédits que le ministère a mis sur la table pour créer de nouvelles places de l'enseignement supérieur, le déséquilibre est flagrant. Sur les 19 000 nouvelles places créées, 17 700 le seront dans les licences universitaires. Ces dernières ne représentent que 32 % des vœux des bacheliers mais vont représenter plus de 93 % des places créées. Ainsi, 3 000 places supplémentaires viennent d'être créées dans les filières STAPS, alors même que le nombre de vœux pour intégrer ces formations chutait de 16 %. Une fois encore, les places créées dans l'enseignement supérieur ne le seront ni sur la base des débouchés professionnels, ni sur celle des souhaits des étudiants mais sur celle de critères opaques, bureaucratiques et politiques. Ne surtout pas fâcher les syndicats étudiants de gauche (FAGE, UNEF) ni la Conférence des Présidents d'Université!

Alors, comme depuis le premier jour, la ministre n'aura qu'un seul argument pour justifier sa réforme: «c'est toujours mieux que le tirage au sort». Mais a-t-il vraiment disparu? La réponse est loin d'être aussi évidente. Car, si l'algorithme national de Parcoursup exclut bien le tirage au sort, ce n'est pas forcément le cas de ceux mis en place par les établissements. Comment certains ont-ils fait pour choisir parmi les milliers de dossiers reçus qui remplissent les attendus fixés? La ministre a refusé de répondre à cette question et de jouer le jeu de la transparence sur les algorithmes locaux au nom de la «souveraineté» et de la confidentialité des jurys. Le doute est donc plus que permis ...

Mais surtout, la non-hiérarchisation des vœux et l'engorgement qu'elle a entraînés, ont poussé de nombreux candidats à renoncer à des choix pour lesquels ils avaient les compétences nécessaires et à s'orienter par défaut.

**A la roulette russe, ce n'est pas parce que ce sont les étudiants qui chargent eux-mêmes l'arme, que le résultat est moins injuste et cruel.**

19 au 30 novembre  
**Elections CROUS**




Les dates des élections au CROUS viennent de tomber. Les scrutins seront répartis selon les académies du 19 au 30 novembre en métropole et à partir du 12 novembre pour les DOM.

### L'enseignement catholique au régime sec



550 postes de professeurs en moins en 2019 et encore moins les années suivantes. Cette cure d'austérité a une conséquence directe sur la capacité d'accueil des établissements privés qui ne peuvent plus accueillir plus d'élèves. Les familles, qui souhaitaient quitter le public, sont ainsi contraintes d'y rester et les syndicats sont contents.



#RADICALISATION

## Un fossé croissant entre les jeunes musulmans et les autres lycéens

Dans un livre événement, les sociologues Anne Muxel et Olivier Galland révèlent l'ampleur de la radicalisation et la montée de la religiosité chez les jeunes musulmans en France. Cette enquête vient compléter celle de la direction de la protection judiciaire de la jeunesse (DPJJ) sur l'étude du phénomène de la radicalisation des jeunes.

**La Tentation radicale. Enquête sur les lycéens**, (éd. PUF, avril 2018), publié sous la direction d'Olivier Galland et Anne Muxel, a été réalisé à partir d'une grande enquête de trois ans auprès de 7 000 lycéens de 15 à 17 ans. Le livre apporte de nombreuses réponses aux questions sur l'ampleur et les causes de cette radicalisation.

Pour Olivier Galland, **il existe bien une radicalisation de l'islam dans les jeunes générations de musulmans** : « *le rôle fondamental de l'idéologie salafiste dans le processus de radicalisation est bien réel.* »

75% des jeunes musulmans des lycées partagent entièrement ou plutôt l'opinion « *l'islam est la seule vraie religion* » et 81% l'opinion « *la religion a raison contre la science pour expliquer la création du monde* ».

Le rapport à la religion n'oppose pas les lycéens éloignés de la religion à ceux qui ont une religion, quelle qu'elle soit, mais les jeunes musulmans aux autres lycéens, qu'ils aient ou non des croyances religieuses. Ainsi, 23% des chrétiens seulement estiment que leur religion est la seule vraie religion contre 75% des jeunes musulmans.

Sur la question de savoir qui détient la vérité à propos de la création du monde, tandis que 81% des jeunes musulmans optent pour la religion, c'est seulement le fait de 27% des chrétiens, plus proches ici des sans-religion (5%).

**32 % des musulmans interrogés sont «absolutistes», position qui consiste à penser sa religion comme seule détentrice de la vérité**, contre 6 % des chrétiens et 1% des sans-religion. Les jeunes chrétiens sont ainsi beaucoup plus proches des sans-religion que des musulmans.

« Ces jeunes, écrit Olivier Galland, se situent dans un univers culturel et normatif très éloigné de la jeunesse majoritaire et très éloigné des valeurs centrales de la société. » Ils rejettent ainsi le libéralisme culturel qui est en progrès dans l'ensemble de la jeunesse française et plus largement occidentale. **Leur attachement à la domination des croyances religieuses sur la rationalité scientifique les isole dans la société française**, leur profil idéologique se démarquant ainsi très nettement de celui des autres jeunes. Il s'agit d'un phénomène de résistance de plus en plus radicale au mouvement de sécularisation dans lequel les sociétés occidentales sont engagées. Le fossé entre les jeunes musulmans et les autres jeunes est donc d'autant plus large que les premiers opèrent un mouvement en sens inverse de l'évolution des seconds dans leur rapport à la religion.

Cette radicalisation religieuse ne constitue pas une rupture générationnelle avec les parents. Ces jeunes dé-



clarent en effet avoir été élevés religieusement et ne font pas état de conflits avec leurs parents à propos de la religion. Il s'agit donc d'une radicalisation religieuse dans un milieu lui-même religieux.

Plus frappant encore, **la tolérance des jeunes musulmans à l'égard de la violence religieuse** :

20 % des musulmans déclarent «acceptable dans certains cas dans la société actuelle» de «combattre les armes à la main pour sa religion», contre 9 % des chrétiens et 6,5 % des sans-religion.

L'enquête d'Olivier Galland et Anne Muxel s'ajoute à celle de la direction de la protection judiciaire de la jeunesse (DPJJ) dans laquelle on apprend que ce n'est pas dans les familles les plus défavorisées que l'on trouve les mineurs radicalisés les plus violents. Selon les chercheurs de la DPJJ, les actes les plus sérieux sont perpétrés par ceux que l'on attendait le moins : jeunes issus de familles stables, pour la plupart inconnus des services sociaux, plutôt bons élèves et avec des parents

actifs, et non pas par les jeunes les plus précarisés des quartiers populaires, pourtant régulièrement confrontés à la violence. Selon l'étude, les mineurs délinquants habituellement suivis par la DPJJ sont moins enclins à basculer dans un processus de radicalisation violente de type association de malfaiteurs en vue d'une entreprise terroriste. Cela va à l'encontre des a priori faisant de l'engagement radical et du passage au terrorisme le propre d'individus les plus précaires.

**« Ce n'est pas dans les familles les plus défavorisées que l'on trouve les mineurs radicalisés les plus violents. »**

**Ces deux études confirment que la radicalisation religieuse des jeunes musulmans est un phénomène de grande ampleur** dont il est crucial de prendre conscience d'autant qu'il se développe à rebours du phénomène général de sécularisation de notre société. Elles apportent des conclusions parfois stupéfiantes et une source de réflexion nouvelle sur les processus de radicalisation.

## UN BEAU PLATEAU POUR CÉLÉBRER LES 50 ANS DE L'UNI



**Ingrid Riocreux**  
Professeur de lettre, auteur de « La langue des médias »



**Olivier Marleix**  
Député d'Eure et Loir



**Thibault de Montbrial**  
Avocat au barreau de Paris  
Président du CRSI



**Henri de Beauregard**  
Avocat au barreau de Paris  
Président de la Haute Autorité



**Alexandre Devecchio**  
Journaliste au Figarovox  
et essayiste



**Barbara LEFEBVRE**  
Enseignante, auteur de « Génération : j'ai le droit »



SAMEDI 20 OCTOBRE 2018  
Maison des Océans - Paris



**Robin Rivaton**  
Economiste et essayiste



**Bruno RETAILLEAU**  
Président du groupe  
les Républicains au Sénat



**Guillaume Larrivé**  
Député de l'Yonne  
SG adjoint des Républicains



**Général Soublet**  
Vice président du mouvement  
Objectif France



**Eric Zemmour**  
Journaliste et essayiste  
auteur du Destin Français



**Laurent Wauquiez**  
Président des Républicains  
Président de la région AURA



## LE CURSUS TRES COMPLET DE SOLVEIG HALLOIN

Militante «anti-spéciste»  
Ancienne Femen

Des boucheries vandalisées, des clients pris à partie, des commerçants obligés de recourir aux services de vigiles pour travailler ... Depuis des semaines, des activistes végan et «anti-spécistes» (ils considèrent qu'il existe une stricte égalité entre les humains et les animaux) multiplient les actions coup de poing.

Derrière tout cela, on retrouve notamment le collectif «Boucherie abolition» et sa porte-parole Solveig Halloin. Cette dernière s'est rendue célèbre pour son sens de la nuance. Lors d'une interview sur BFM, elle s'est mise à vociférer sur un artisan-boucher l'accusant d'organiser «la déportation» d'animaux vers «des camps de la mort». *Sic !* Son organisation appelle à ne plus négocier avec les pouvoirs publics mais à «écraser leurs adversaires». *Re-Sic !*

Mais derrière ses gesticulations, il y a malheureusement une stratégie. Leurs méthodes sont rôdées. Une «avant-garde» extrémiste emploie tous les moyens possibles, y compris illégaux, pour attirer l'attention des médias et faire passer ses messages. Puis, apparaissent les «prétendus modérés» qui, par comparaison, il est vrai, passent facilement pour des personnes raisonnables. Ces derniers, adeptes de la technique de l'engrenage, parviennent alors à nous faire accepter petit bout par petit bout ce que nous rejetions précédemment. Nous ne devrions pas être dupes car «durs» ou «modérés» prêchent la même doctrine. Ici, par exemple, chez les militants anti-spécistes (les durs) ou végan (les modérés) ce sont les travaux de Peter Singer qui font référence.

Solveig Halloin connaît bien ces méthodes. Elle a fait ses gammes dans les mouvements féministes les plus durs, militant parmi les Femens, multipliant les coups d'éclats et les tribunes billeuses pour dénoncer la domination du mâle blanc. C'est toujours la même haine, la même volonté de «déconstruire» qui aujourd'hui motivent son nouveau combat.

Son parcours n'est pas isolé. C'est le chemin sur lequel s'embarquent de nombreux militants perdus de la gauche et de l'extrême-gauche sociétale au nom d'une vision totalement dévoyée de l'Égalité.

## Les Héros sont forcément de gauche ..

Une nouvelle fois, le sectarisme des élus de gauche s'affiche sans complexe. Ces derniers refusent qu'un Lycée de Carquefou (Loire Atlantique) soit baptisé Honoré Estienne d'Orves.

Ce grand résistant mort en martyr a un défaut inexorable : il n'est pas de gauche. Pire, il a écrit un journal dans lequel il parle de sa foi et de son patriotisme.

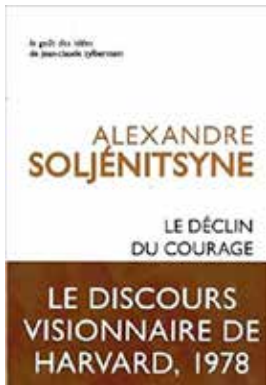
## Il n'a pas écouté le Président



Lors de son voyage à Saint Martin, Emmanuel Macron avait sympathisé et posé avec deux figures de la délinquance locale. Le président avait même utilisé son légendaire pouvoir de persuasion pour s'assurer que ses deux «amis» suivraient désormais le bon chemin. Et vlan ! Ils n'ont rien écouté, quelques jours seulement après leur discussion, l'un des deux a été arrêté pour possession de drogues. Il va falloir trouver autre chose que les calins et les sermons pour faire baisser la délinquance.

**64 % des Français ne se sentent pas en sécurité. Les Français font encore moins confiance à Macron qu'à Hollande en la matière** (Odoxa - oct 2018).

## Le classique à redécouvrir



1978. Le Prix Nobel de Littérature est invité à prendre la parole devant les étudiants de Harvard. Ces derniers s'attendaient sans doute à un discours laudateur sur le système américain et occidental de la part de quelqu'un qui avait choisi de vivre aux États-Unis après avoir connu l'enfer du Goulag pendant 8 ans.

Mais, pour Alexandre Soljénitsyne, le bien le plus précieux qu'il pouvait offrir à la jeunesse du pays qui l'avait accueilli, c'était de dire la vérité.

Le constat sur les démocraties occidentales qu'il dresse en 78 est d'une telle clairvoyance que 40 ans plus tard il reste terriblement actuel.

Pour l'auteur de la «Journée D'Ivan Denissovitch», ce qui menace l'occident, c'est le déclin du courage qui frappe ses élites : « *Les fonctionnaires politiques et intellectuels manifestent ce déclin, cette irrésolution dans leurs actes, dans leurs discours, et plus encore dans les considérations théoriques qu'ils fournissent complaisamment pour prouver que cette manière d'agir, qui fonde la politique d'un Etat sur la lacheté et la servilité, est pragmatique, rationnelle et justifiée.* » Difficulté à assumer leur identité, leurs valeurs, ...

Ce texte reste un classique qui éclaire le chemin à emprunter pour ceux qui n'ont pas peur d'affronter la vérité.

Le déclin du Courage,  
Les belles lettres, 9,9€

**Sylvain Tesson primé** : Il vient d'obtenir le prix Jacques Audibert pour son livre « Un été avec Homère ».

**Décès d'Antoine Sfeir** le politologue et orientaliste renommé était aussi un grand défenseur des libertés. Il fut souvent aux côtés de l'UNI dans les années 80.



Théorie du genre, terrorisme végan, mouvement anti-spéciste, ... ces nouveaux délires se réclament d'une certaine tradition philosophique. Jean-François Braunstein analyse, décrit ces auteurs qui, à force de vouloir tout déconstruire, ont oublié l'Homme et font sombrer la philosophie dans la folie.

La philosophie devenue folle  
éditions Grasset, 20,9€

Pour les néoféministes, la cause des femmes n'est qu'un prétexte. Elles travaillent en réalité à la déconstruction de notre modèle de civilisation. Dans cet essai brillant et engagé, la philosophe Bérénice Levet donne des raisons de résister.

Libérons-nous du féminisme  
éditions de l'Observatoire, 18€

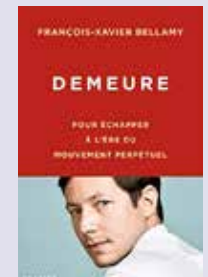


«Quand c'est gratuit, c'est que c'est vous le produit». Les géants d'Internet ont transformé nos données personnelles en mine d'or. Laurent Gayard retrace avec précision ces évolutions et fait l'éloge de l'anonymat dans un monde où nous sommes tous à l'origine de notre propre espionnage.

Darknet, GAFA, BITCOIN,  
éditions Slatkine et Cie, 18€

Révolutions technologique, sociale, éthique, tout s'accélère au risque de tout emporter. Pause ! Dans son livre, François Xavier Bellamy nous invite à échapper à l'ère du mouvement perpétuel, pour conserver ce qui doit demeurer. Sauveteur !

Demeure, éditions Grasset, 19€



## ÉRIC ZEMMOUR DESTIN FRANÇAIS



Le peintre Signac, par la juxtaposition de points de couleurs, savait révéler la subtilité et la profondeur d'un paysage. Dans son dernier livre, **Le destin Français**, Éric Zemmour dessine 37 portraits de personnages qui ont marqué son Histoire de France. Héros célébrés ou condamnés à l'oubli, ensemble ces portraits finissent par dessiner le visage d'une France enracinée, riche et complexe, porteuse d'une civilisation.

Rien que cet exercice parfaitement réussi suffirait à recommander la lecture de cet ouvrage. Mais, Eric Zemmour offre à ses lecteurs un second niveau de lecture. A la manière de ces cartes hologrammes qui, selon l'angle avec lequel on les regarde, font apparaître une seconde image, il parvient, en mettant en lumière les oublis, les détournements et les modes de l'Histoire officielle, à faire apparaître certains des maux qui rongent la France actuelle (déni identitaire, culpabilisation de soi, ...) et nous aveuglent. Le risque, c'est que l'Histoire se venge ...

Destin Français, éditions Albin Michel, 24,5€

**LYON**



Dîner débat autour d'Etienne Blanc

**AIX EN PROVENCE**



Conférence sur les métiers du droit

**PARIS**



Café débat avec Laurent Gayard sur les GAFA

**MINISTERE**



Signature de la chartre sur les week-end d'intégration



**34 RUE EMILE LANDRIN  
92100 BOULOGNE  
01 78 16 40 30  
[www.uni.asso.fr](http://www.uni.asso.fr)**